

Sortir la conférence sur le climat de sa tour d'ivoire, le défi du Brésil

RÉCHAUFFEMENT Le président de la future COP30 à Belém, le Brésilien André Corrêa do Lago, juge nécessaire d'ouvrir davantage le sommet à la société civile. Le contexte géopolitique est toutefois peu favorable à de grandes avancées

STÉPHANE BUSSARD

«La COP30 ne peut pas être une nouvelle occasion ratée.» Secrétaire générale de l'Organisation météorologique mondiale (OMM), où a vu le jour le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), Celeste Saulo a tenu à dramatiser les enjeux de la prochaine Conférence des parties à la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques. «C'est un tournant pour les futures générations. Nous ne pouvons pas nous permettre d'assumer le coût de l'inaction.» A quelque 50 jours de la COP30 à Belém au Brésil, qui se tient du 10 au 21 novembre, le pays organisateur a tenu à préciser ses priorités lors d'une conférence tenue mercredi à l'OMM.

L'enjeu est considérable à un moment où les émissions de gaz à effet de serre sont sur une trajectoire très inquiétante. Les deux dernières Conférences des parties à Bakou et à Dubaï n'ont pas laissé un souvenir impérissable, les pays

pétroliers réussissant à torpiller des objectifs plus ambitieux et plus en phase avec les engagements pris dans le cadre de l'Accord de Paris sur le climat en 2015.

«Dire la vérité»

Président de la COP30, l'ambassadeur brésilien André Corrêa do Lago ne s'en cache pas. Si la conférence débouche sur une «accélération de la mise en œuvre» de l'Accord de Paris et des promesses faites, «ce sera un résultat positif». Le diplomate brésilien le reconnaît: c'est au niveau de la concrétisation que ça péche. Pour André Corrêa do Lago, qui a explicité les priorités du président brésilien Luiz Inacio Lula da Silva, il importe de sortir la COP de sa tour d'ivoire et de l'ouvrir à la société civile et aux peuples «qui ne voient pas le résultat des efforts» accomplis en matière de lutte contre le changement climatique. Dans cette dynamique, l'ambassadeur estime qu'il est essentiel d'intégrer toute la dimension éthique dans le processus par le biais d'écrivains, de philosophes, d'artistes et de jeunes citoyens. Il a aussi exhorté les dirigeants de la planète qui participeront au sommet peu avant la COP proprement dite à «dire la vérité quant à l'impact qu'a le changement climatique sur leurs pays respectifs». En politique, a-t-il

ajouté, ce n'est pas toujours une évidence.

L'un des défis de la COP de Belém – capitale de l'Etat du Para, l'un des plus pauvres du pays – sera de loger les milliers de délégués qui afflueront à la COP. A ce jour, les prix des chambres ont explosé et nombre d'ONG disent déjà renoncer au voyage par manque de ressources.

«La science est notre boussole»

Face aux énormes défis que représente le réchauffement climatique, que l'Accord de Paris visait à limiter à 1,5 °C par rapport à l'ère préindustrielle – un objectif que les Etats de la planète n'ont pas réussi à tenir –, la secrétaire générale de l'OMM le répète: dans ce combat, «la science est notre boussole». Pour Celeste Saulo, il est impératif qu'à la COP30 il soit décidé de renforcer les réseaux d'observation systématique du climat et la recherche, que des mesures d'adaptation plus draconiennes soient prises et que les Etats s'engagent à accroître le financement de la lutte contre le changement climatique.

La COP30 a lieu dans un contexte géopolitique délétère. Washington sera très vraisemblablement absent. La seconde administration Trump a décidé de retirer les Etats-Unis de l'Accord de Paris. Elle tourne le dos à la lutte contre le changement cli-

matique, fermant des centres de recherche sur le climat, appelant à exploiter plus intensivement les puits de pétrole et de gaz et supprimant des projets de développement des énergies renouvelables, en particulier dans le solaire et l'éolien, à hauteur de 22 milliards de dollars.

Par contraste, la Chine, plus grand émetteur de CO₂ avant les Etats-Unis, pourrait bientôt atteindre le pic des émissions issues des énergies fossiles. En matière de développement des énergies renouvelables, les avancées chinoises sont spectaculaires. Les parcs solaires et éoliens en construction l'an dernier en Chine ont été deux fois plus importants que ce qui a été installé dans le reste du monde, selon *The Guardian*. Pékin a ainsi atteint une capacité installée de 1200 gigawatts, six ans avant l'échéance prévue par le gouvernement.

A l'échelle internationale, seuls 30 pays ont publié leurs objectifs de réduction des émissions de CO₂ (CDN) et l'ONU exhorte les autres Etats à en faire de même avant le 24 septembre. Quant à l'Union européenne, elle négocie encore un document devant présenter les objectifs de l'Union. Pour l'heure, l'objectif déjà établi par le passé consiste à réduire les émissions de CO₂ de 55% d'ici à 2030 et de viser la neutralité carbone en 2050. ■